

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT QUARANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 13 mars 1984, à 10 h 30

Président : M. I. DATCOU (Roumanie)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

Algérie : M. A. TAFFAR

Allemagne, République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. F. ELBE

Argentine : M. J.J. CARASALES
M. R. GARCIA MORITAN

Australie : M. R. BUTLER
M. R. ROWE
Mme J. COURTNEY

Belgique : M. M. DEPASSE
M. J.-M. NOIRFALISSE

Birmanie : U MAUNG MAUNG GYI

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. K. TELLALOV
M. P. POPTCHEV
M. C. PRAMOV

Canada : M. G. SKINNER

Chine : M. QIAN JIADONG
Mme WANG ZHIYUN
M. LI WEIMIN
M. LIN CHENG
Mme CRE YIYUN
M. LU MINGJUN
M. ZHANG WEIDANG

Cuba : M. P. NUNEZ MOSQUERA

Egypte : Mme W. BASSIM

Etats-Unis d'Amérique : M. L.G. FIELDS
Mme K.C. CRITTENBERGER
M. R. HORNE
H. L. MADSEN
M. R. WATERS
M. H. CALHOUN
M. J. DOESBERG
M. P. CORDEN
M. R. NORMAN
M. J. PUCKETT
J. C. PEARCY

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Ethiopie : M. F. YOHANNES

France : M. F. de LA GORCE
M. H. RENIE
M. G. MONTASSIER
M. GESBERT

Hongrie : M. D. MEISZTER
M. F. GAJDA
M. T. TOTH

Inde : M. S. KANT SHARMA

Indonésie : M. S. SUFOWARDOYO
M. ANDRADJATI
Mme P. RAMADHAN
M. HARYOMATARAM
M. BOEDIMAN

Italie : M. M. ALESSI
M. M. PAVESE
M. G. ADORNI BRACCESI

Japon : M. R. IMAI
M. M. KONISHI
M. T. ISHIGURI
M. K. TANAKA
M. T. KAWAKITA

Kenya :

Maroc : M. A. SKALLI
M. M. CHRAIBI
M. O. HILALE

Mexique : M. A. GARCIA ROBLES
M. P. MACEDO RIBA
Mme GONZALES y REYNERO

Mongolie : M. D. ERDEMBILEG
M. S-O. BOLD

Nigéria : M. O.O. GEORGE
M. J.O. OBOH
M. L.O. AKINDELE
M. C.V. UDEDIBIA

Pakistan : M. K. NIAZ

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Pays-Bas</u> :	M. J. RAMAKER M. R.J. AKKERMAN
<u>Pérou</u> :	M. C. CASTILLO RAMIREZ
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. J. CIALOWICZ M. G. CZEMPINSKI
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. J. DEMBSKI
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N.K. KAMYAB M. F.S. SIRJANI
<u>Roumanie</u> :	M. I. DATCOU M. T. MELESCANU M. A. POPESCU M. A. CRETU M. O. IONESCOU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. J.F. GORDON M. J.W.B. RICHARDS M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. J. LUNDIN Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND M. L.E. WINGREN Mme A. LAU
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. B.P. PROKOFIEV M. G.V. BERDENNIKOV M. P.Y. SKOMOROKHINE M. S.V. KOBYSH M. G.V. ANTISIFEROV M. G.N. VACHADZE
<u>Venezuela</u> :	M. O. GARCIA GARCIA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Yugoslavie :

M. M. MIHAJLOVIĆ
M. D. MINIĆ

Zaire :

Mme E. ESAKI KABEYA

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire général adjoint de la
Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la séance plénière de la Conférence du désarmement.

La Conférence commence aujourd'hui le débat sur le point 4 de l'ordre du jour, "Armes chimiques". Néanmoins, tout membre qui le désire peut soulever n'importe quel sujet ayant trait aux travaux de la Conférence, en conformité avec l'article 30 du règlement intérieur.

Vous vous rappelez que, conformément au programme de travail de cette semaine, la Conférence tiendra cet après-midi à 15 h 30 une réunion officielle consacrée aux questions d'organisation. A cette occasion, j'ai l'intention de soumettre à votre attention plusieurs demandes reçues de la part d'Etats non membres. Le Secrétariat a reçu jusqu'à présent douze lettres d'Etats non membres, contenant des clarifications concernant leurs demandes de participation. En plus, nous avons reçu une demande de la Suisse pour participer aux réunions du Comité spécial des armes chimiques. Toutes ces communications seront distribuées officiellement par le Secrétariat.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les distingués représentants du Nigéria, des Pays-Bas, de la Bulgarie, de la Turquie et des Etats-Unis d'Amérique.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Nigéria, M. George.

M. GEORGE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi d'exprimer le plaisir de ma délégation de voir le représentant d'un pays ami, la Roumanie, présider les travaux de notre Conférence pendant le mois de mars. Le Nigéria est fier des liens excellents, tant bilatéraux que multilatéraux, qui existent entre nos deux pays et qui continuent à se développer et à se renforcer. Je souhaite que votre mandat soit fécond et couronné de succès.

J'aimerais également exprimer la gratitude et la reconnaissance de ma délégation envers l'Ambassadeur Turbanski, le distingué représentant de la Pologne, pour la riche expérience et le talent de diplomate avec lesquels il a guidé les travaux de la Conférence en février, pendant un premier mois généralement difficile. Puis-je également souhaiter une chaleureuse bienvenue aux nouveaux Ambassadeurs d'Australie, de Belgique, du Canada, de Cuba, d'Egypte, d'Ethiopie, d'Indonésie et de Sri Lanka, qui se sont récemment joints à nous dans la quête commune d'un monde plus sûr pour l'humanité. Je puis les assurer que ma délégation est prête à coopérer pleinement avec les leurs.

Monsieur le Président, notre Conférence a pu adopter son ordre du jour et son programme de travail pour 1984 en un temps record de deux semaines, contre sept semaines en 1983, grâce à la bonne volonté et à la coopération de toutes les délégations qui ont adopté un nouvel esprit de compromis et de souplesse qui, s'il se maintient, donnera, je l'espère, des résultats fructueux en 1984. C'est pour ma délégation un réconfort et vraiment un événement bienvenu que, pour la première fois, la prévention de la guerre nucléaire, question qui préoccupe au plus haut point l'humanité, ait été inscrite en tant que point distinct à notre ordre du jour. Comme on le sait, cette Conférence, outre qu'elle est le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement, est aussi le seul où des négociations sérieuses entre les Etats, tant les superpuissances que les autres Etats dotés d'armes nucléaires, se poursuivent actuellement, après l'interruption des négociations INF et START à la fin de l'an dernier. Ma délégation est d'avis qu'il ne sert à rien à ce stade de rejeter le blâme de l'interruption des négociations sur l'une ou l'autre partie. Nous ne pouvons que leur lancer à toutes les deux un appel, dans l'intérêt de l'humanité, pour qu'elles trouvent un moyen acceptable et juste de reprendre

(M. George, Nigéria)

ces négociations. Bien que toutes les questions de désarmement soient importantes, ma délégation attache une plus grande importance à la question d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Notre opinion bien réfléchie est qu'une interdiction des essais de nouvelles armes est essentielle pour mettre fin à la course aux armements et à la prolifération actuelle des armes nucléaires. Monsieur le Président, les statistiques sur les essais nucléaires effectués par les puissances nucléaires en 1983, récemment données par le Chef de la délégation suédoise, sont aussi surprenantes que troublantes. D'après l'Ambassadeur Theorin, cinquante essais nucléaires ont été effectués l'an passé, les deux superpuissances rivalisant d'orgueil pour leur place. Cette tendance est dangereuse. Ma délégation pense que la mise au point d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans un délai minimum sera un objectif de grande portée dans les efforts pour freiner la course aux armements et réaliser le désarmement nucléaire. Le mandat actuel, qui est limité à la question de la vérification, doit être élargi; sinon, un nouveau mandat doit être établi. Un nouveau mandat ou un mandat élargi devrait permettre d'étudier à fond tous les aspects d'un traité d'interdiction complète des essais. Je dois ici exprimer l'indignation de ma délégation devant l'incapacité ou, peut-être, le peu d'empressement d'un certain groupe de délégations à manifester la nécessaire volonté politique de négocier. Malgré le semblant d'accalmie dans ce domaine, ma délégation prie instamment les trois puissances nucléaires, l'Union soviétique, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, dépositaires du Traité de 1968 sur la non-prolifération, de reprendre les négociations trilatérales interrompues sur une interdiction des essais nucléaires, confiante que cette réunion peut fournir une tribune utile pour parvenir à un accord sur cette question importante qui, pour ma délégation, constitue la pierre angulaire de tout effort de désarmement. Nous invitons encore instamment les autres Etats dotés d'armes nucléaires, la Chine et la France qui se sont longtemps abstenues de prendre part aux négociations, de mettre au point un plan et de participer aux pourparlers cette année. Ce serait une source d'espoir et de confiance chez nous tous, en particulier chez les Etats non nucléaires, et démontrerait la sincérité des diverses déclarations et engagements oraux formulés par les puissances nucléaires quant à leur désir de voir un monde exempt d'armes nucléaires ou quant à leur intention de ne pas s'engager les premiers dans une guerre nucléaire.

Monsieur le Président, comme ma délégation l'a abondamment mis en lumière à la Première Commission, à la trente-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, on ne peut plus considérer comme un produit de l'imagination le fait de suggérer que la tâche la plus urgente pour l'humanité aujourd'hui est la prévention d'une guerre nucléaire. Les doctrines dangereuses d'une guerre nucléaire limitée, que l'on pourrait gagner ou à laquelle on pourrait survivre, et de riposte graduée ont non seulement abaissé le seuil nucléaire mais fait du déclenchement d'une guerre nucléaire une menaçante réalité. Nous ne pouvons échapper à cette réalité brutale. La délégation se félicite de ce que nous sommes tous maintenant convaincus qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée. Nous sommes cependant incapables de comprendre le pourquoi de préparatifs accélérés pour une guerre nucléaire qui n'est pas gagnable et ne doit pas être engagée. Comment trouver une raison aux préparatifs complexes pour obtenir l'avantage militaire et aux billions de dollars affectés à la modernisation des arsenaux nucléaires afin de négocier à partir de ce qu'on appelle une position de force ?

(M. George, Nigéria)

Si vous me le permettez je reprendrai les termes de la déclaration que l'Ambassadeur Dubey de l'Inde a prononcée devant cette Conférence le 1er mars 1984, il a dit : "C'est dans le domaine de la course aux armements nucléaires que l'on entend des pays dire qu'ils se préparent à la guerre nucléaire afin de l'éviter, que des nations amassent des stocks d'armes nucléaires afin de les éliminer et que l'on attribue à la Machine de l'Apocalypse le mérite d'avoir évité la guerre".

Monsieur le Président, je pense aux dissensions survenues à cette Conférence au sujet du point intitulé "prévention de la guerre nucléaire y compris toutes les questions qui lui sont liées". J'ai déjà rendu hommage au groupe occidental pour avoir accepté par consensus l'inscription de ce point à notre ordre du jour. C'a été un grand revirement de sa part. J'aimerais lui lancer un appel pour qu'il ne perde pas de vue que l'inscription de ce point à l'ordre du jour n'est qu'un premier pas. Nous savons tous que le moyen le plus efficace d'étudier un point de l'ordre du jour de cette Conférence est de créer un organe subsidiaire doté d'un mandat spécifique pour traiter de ce point.

Monsieur le Président, ma délégation pense qu'il est difficile d'accepter l'attitude du groupe des pays occidentaux selon laquelle cette question devait être traitée sur le modèle de nos délibérations de 1983, c'est-à-dire en s'efforçant sans cesse de définir les questions afin de découvrir s'il existe un consensus suffisant. Ce groupe d'Etats, par son insistance, ne fait que compromettre le démarrage du processus de négociation. La résolution 38/183 G de l'Assemblée générale des Nations Unies prescrit une formule pour traiter de ce problème important en recommandant à la Conférence d'engager des négociations en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes visant à prévenir une guerre nucléaire. Nous estimons que le groupe occidental ne devrait pas retarder plus longtemps un consensus afin de permettre à la Conférence du désarmement de créer, sur cette question extrêmement importante de l'ordre du jour, un organe subsidiaire qui serait notamment chargé d'identifier et de définir les zones de consensus - ce qui semble être la principale préoccupation du groupe occidental. Ma délégation demande aussi instamment à ce groupe d'élaborer un mandat qui reflète leurs vues et de le soumettre à la Conférence pour qu'il puisse être convenablement examiné par nous tous.

Monsieur le Président, les questions de la prévention de la guerre nucléaire ou du désarmement nucléaire ne sauraient être traitées avec complaisance. Personne ne l'a dit plus éloquemment que le distingué Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, Son Excellence M. Dante Caputo, lorsqu'il a pris la parole devant cet organe, le 28 février 1984. En cette occasion, il a déclaré : "Il est certain que la problématique nucléaire est particulièrement complexe et difficile à aborder et, naturellement, à résoudre. Par ailleurs, on nous a dit cela en maintes occasions. Ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est que ces motifs justifient l'inaction et les positions négatives. Les peuples du monde réclament - ils font plus que réclamer, ils exigent - que disparaisse totalement de leur horizon et de leur avenir la menace de l'annihilation. Nulle exigence n'est plus juste et plus légitime."

Un autre axiome que ma délégation trouve inacceptable, c'est l'idée de certaines délégations que, puisque les deux superpuissances possèdent à elles seules plus des trois quarts des armes nucléaires dans le monde, le reste d'entre nous devrait se

(M. George, Nigéria)

croiser les bras et attendre qu'elles prennent l'initiative de réduire leurs arsenaux. C'est sans doute exprimer une évidence, mais ma délégation voudrait que ces délégations se rendent compte que le désarmement est une responsabilité internationale et qu'il exige donc pour réussir des efforts internationaux, collectifs et multilatéraux. Les superpuissances ne peuvent pas s'en occuper seules et elles ne peuvent pas, seules, prendre soin des intérêts de sécurité du reste du monde. En fait, il serait dangereux qu'elles aspirent à le faire seules. Les 38 membres restants de cette Conférence doivent donc être capables de justifier leur raison d'être. Le monde entier a les yeux tournés vers cette Conférence.

Monsieur le Président, ma délégation se félicite chaleureusement du rétablissement de l'organe subsidiaire sur les armes chimiques et elle est heureuse de noter que cet organe a déjà commencé ses travaux sous la direction efficace et diligente de la délégation suédoise, ayant à sa tête M. l'Ambassadeur Rolf Ekeus. Nous exprimons aussi notre satisfaction et nos remerciements sincères à M. l'Ambassadeur McPhail, du Canada, pour le rôle directeur qu'il a joué en guidant le groupe vers des négociations sincères et significatives en 1983. Nous nous réjouissons de l'annonce que la délégation des Etats-Unis présentera un projet de traité pendant la session de 1984 de la Conférence du désarmement. Ma délégation a aussi été heureuse de l'annonce faite le 21 février 1984 par le chef de la délégation soviétique, M. l'Ambassadeur Issraelyan que son pays est maintenant prêt à autoriser les inspections sur place de la destruction des armes chimiques sur son territoire. Nous félicitons l'Union soviétique pour cette "percée" qui fait que la scène est maintenant presque prête pour des négociations significatives, peut-être pour des négociations concrètes, sincères et définitives, qui devraient conduire à un traité sur les armes chimiques dans un très proche avenir. Le moment est venu de prendre le taureau par les cornes. Nous ne devrions pas laisser l'élan se perdre. Ma délégation espère que, entre autres choses, la convention attendue prévoira un engagement de ne pas fabriquer d'armes chimiques, ni d'agents chimiques et de précurseurs de ces agents, ainsi que de détruire les stocks existants de ces armes et de leurs agents. La rédaction du texte de la convention étant maintenant en vue, ma délégation demande instamment aux Etats qui possèdent déjà ces armes, ou qui avaient l'intention de fabriquer, de déployer ou de stocker de telles armes grâce à la technologie et aux installations dont elles disposent, de s'imposer la plus grande retenue, y compris un moratoire sur cet exercice.

Pour ce qui est du Programme global de désarmement, ma délégation est reconnaissante à M. l'Ambassadeur García Robles, du Mexique, des travaux effectués par son groupe pendant la session de 1983, et nous espérons qu'il pourra poursuivre sa tâche cette année. Une nouvelle occasion est apparue du fait que l'Assemblée générale a fourni un texte révisé qui semble moins ambitieux et moins ambigu que celui de 1982 et qui constitue aussi une base acceptable.

Une autre question de grande importance pour ma délégation est celle des garanties de sécurité négatives. Nous louons les efforts inlassables et magnifiques de M. l'Ambassadeur Ahmad, du Pakistan, pour le bon travail accompli l'an dernier, et nous regrettons que M. l'Ambassadeur Ahmad ne soit pas en mesure de diriger cet organe lorsque celui-ci aura été rétabli cette année.

(M. George, Nigéria)

Qui que ce soit qui endosse le rôle cette année, c'est l'espoir et le voeu de ma délégation que des négociations significatives soient menées pour assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires, au moyen d'un instrument juridiquement contraignant, qu'ils ne seront pas victimes du recours ou de la menace d'un recours aux armes nucléaires. La majorité des Etats qui ont adhéré au Traité sur la non-prolifération de 1968 ont légitimement renoncé à leur droit de fabriquer, de stocker ou d'acquérir des armes nucléaires, et il n'est que raisonnable que leur sécurité soit garantie. Comme ma délégation l'a dit à maintes reprises, de telles déclarations et garanties devraient être formulées sans conditions.

Enfin, Monsieur le Président, ma délégation vous demande de travailler énergiquement à la création ou au rétablissement d'organes subsidiaires sur les points restants de l'ordre du jour. La session de printemps de la Conférence est presque à mi-parcours, et il est fâcheux que seul l'organe subsidiaire sur les armes chimiques ait repris ses travaux. Nous devrions garder présent à l'esprit que l'Assemblée générale a recommandé que la Conférence lui présente, à sa trente-neuvième session, son rapport et des recommandations sur plusieurs points de l'ordre du jour. Etant donné qu'une grande partie de la session d'été est toujours consacrée à l'établissement des rapports, l'humble avis de ma délégation est qu'il serait utile qu'un travail sérieux puisse être accompli durant cette session de printemps, de sorte que la Conférence puisse s'épargner l'expérience pénible de devoir se précipiter pour achever ses travaux en septembre.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT : Je remercie le distingué représentant du Nigéria pour sa déclaration et pour les mots aimables qu'ils a eus à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant des Pays-Bas, M. Jaap Ramaker.

M. RAMAKER (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser d'abord, au nom de ma délégation et en mon nom, nos plus cordiales félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pendant ce mois. Ma délégation s'est félicitée de vous voir aborder avec autant d'énergie les problèmes en suspens qui incombent à la Conférence. Je suis sûr que, sous votre direction éclairée, nous obtiendrons les résultats souhaités et je voudrais vous assurer de la plus entière coopération de ma délégation. Je profiterais aussi de cette occasion pour rendre hommage à M. l'Ambassadeur Turbanski, qui en tant que premier président de la Conférence du désarmement a donné à nos travaux une impulsion que nous ne saurions sous-estimer. C'est pour une bonne part à sa compétence et à la façon très personnelle dont il a dirigé nos travaux que nous nous devons d'avoir pu attaquer très rapidement une partie de nos travaux fondamentaux.

Monsieur le Président, la Conférence du désarmement nouvellement créée en étant encore à ses premiers mois d'existence, je ne résiste guère à la tentation de paraphraser l'ancien adage bien connu, et de dire : "Le Comité est mort, vive la Conférence du désarmement !". Cette déclaration prête à de nombreuses interprétations différentes. On pourrait comprendre par exemple que le Comité a cessé d'exister avant que l'on ne commence à en interpréter le sigle comme signifiant

(M. Ramaker, Pays-Bas)

"Cimetière du désarmement", ainsi que l'a dit à l'occasion une des délégations dans cette salle. De ce point de vue, le fait d'élever notre simple organisme multilatéral de négociation sur le désarmement au niveau d'une conférence devrait certainement avoir des effets bénéfiques et nous rendre optimistes quant à l'avenir du désarmement. Mais il est possible de soutenir un point de vue inverse, qui pourrait s'exprimer brièvement comme suit : "aucun problème n'est modifié, les affaires suivent leur cours".

Pour sa part, la délégation des Pays-Bas à la Conférence du désarmement s'est toujours efforcée, en exprimant ses vues sur les possibilités et les limitations du Comité, d'associer la raison et l'optimisme, le réalisme quant à ce qui pouvait être fait et l'ambition de réaliser ce qui devait être fait. De ce point de vue, ma délégation reconnaît volontiers que le Comité ne peut pas se vanter d'être parvenu à aucun accord de désarmement.

Cependant, il nous semble que le Comité ne devrait pas entrer dans l'histoire en portant le blâme d'une inefficacité complète. En premier lieu, l'ordre du jour du Comité du désarmement s'est étendu pendant toutes ses années d'existence à des secteurs de plus en plus vastes. La prévention de la guerre nucléaire et toutes les questions qui lui sont liées en offrent un exemple. La prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique en est un autre. Ma délégation s'est félicitée de voir inclure à l'ordre du jour ces nouveaux domaines d'activité, non seulement du fait de leur importance intrinsèque, mais aussi parce qu'elle y voyait la preuve manifeste que le Comité ne restait pas isolé de la réalité politique qui l'entourait. Le monde extérieur ayant adressé un appel au Comité du désarmement, celui-ci lui a répondu, et la Conférence continuera, je suis sûr, de le faire. De plus, les contributions tant verbales qu'écrites apportées par les délégations à ces points de l'ordre du jour ont déjà beaucoup aidé à définir les caractéristiques des secteurs critiques considérés. Ma délégation estime que tout cela est indispensable si l'on veut faciliter des négociations futures sur des questions de fond.

Des progrès considérables auraient pu être réalisés devant le Comité également sur certaines des questions figurant à certains points parmi les plus anciens de l'ordre du jour. Les efforts permanents pour parvenir à une interdiction totale des armes chimiques peuvent être cités en exemple. Je reviendrai dans quelques minutes sur cette question qui constituera l'objet essentiel de mon intervention d'aujourd'hui. Je dirai seulement pour l'instant que, de l'avis de ma délégation, il n'est pas justifié d'exprimer une opinion excessivement négative au sujet des réalisations du Comité pendant toute la durée de son existence. Avant de consacrer quelque attention à nos travaux relatifs à la réalisation d'une interdiction complète des armes chimiques, permettez-moi, Monsieur le Président, de faire quelques observations de nature plus générale sur certains aspects d'organisation de la tâche à laquelle nous sommes confrontés.

Quand le Comité a été rebaptisé Conférence, ma délégation a constaté avec satisfaction que la nouvelle Conférence, en traitant des questions de procédure, ne s'est pas comportée de façon aussi décevante que son prédécesseur l'an dernier. Cette année, il lui a fallu exactement trois semaines pour commencer ce que l'on peut appeler ses premiers travaux sur une question de fond en rétablissant un organe subsidiaire de la Conférence sur les armes chimiques. Cependant, en ce qui nous concerne, trois semaines, c'est encore trop, surtout si l'on se souvient que les conditions d'une reprise rapide des travaux sur le fond étaient déjà réunies dès la fin

(M. Ramaker, Pays-Bas)

de la prolongation de la session de 1983 du Groupe de travail des armes chimiques. Ma délégation estime donc opportun de rappeler les propositions formulées l'an dernier par les délégations du Kenya, de l'Argentine et de la Yougoslavie - propositions sur lesquelles le distingué Ambassadeur de la Yougoslavie a appelé une fois de plus l'autre jour notre attention - visant à simplifier nos méthodes de travail et nos procédures. Un examen attentif de leurs idées pourrait nous aider sensiblement à éviter des retards dans la reprise de notre travail de fond en supprimant des obstacles de procédure qui sont en fait tout à fait superflus.

Nombre de problèmes qui se posent de nouveau chaque année à l'ouverture de la session tiennent à la façon différente dont les diverses délégations envisagent les répercussions dans la pratique courante de nos travaux, du caractère d'organe de négociation propre à la Conférence.

Certaines délégations estiment que cette caractéristique exige la création immédiate d'organes subsidiaires dotés de mandats appropriés pour négocier sur tous les points de l'ordre du jour. D'un point de vue purement théorique et conceptuel, cette approche pourrait se défendre. Mais il faut éviter que le mieux ne devienne l'ennemi du bien. Dans certains cas, et précisément les plus importants mais aussi les plus compliqués, comme la prévention d'une guerre nucléaire, ou d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, on peut et on doit mener à bien de nombreux travaux préparatoires importants avant de passer à la phase de négociation proprement dite. Ma délégation ne voit pas pourquoi nous ne ferions pas preuve de réalisme dans nos travaux. Elle rejette l'affirmation selon laquelle ce qui selon elle consiste à être réaliste ne serait en définitive qu'un motif dissimulant le refus de passer à un certain moment à l'examen des questions de fond. Il n'y a absolument aucune raison que ce résultat soit inévitable, bien au contraire..

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'utiliser une métaphore : souvent, le fait de donner au client une image plus précise de l'article à vendre peut éveiller son appétit et lui donner envie de participer à l'élaboration de cet article sous sa forme définitive.

En d'autres termes, Monsieur le Président, nous devons chercher à "démystifier" le concept de négociations tel qu'il est si souvent utilisé dans la Conférence du désarmement.

Très souvent, le désir de formuler dès le début le mandat des organes subsidiaires en termes de négociation a amené les délégations à établir, d'une façon ou d'une autre, des types de rapports totalement artificiels entre des thèmes très différents. Je dirai très nettement que cette pratique nuit à la progression ordonnée de notre travail de fond. Ce sont souvent les questions pour lesquelles on dispose de tous les documents et moyens nécessaires pour faire oeuvre utile qui ont à en souffrir. Il me semble que lorsque nous pouvons faire des progrès importants, nous devrions saisir l'occasion et supprimer les obstacles artificiels.

(M. Ramaker, Pays-Bas)

En même temps, Monsieur le Président, permettez-moi de souligner qu'il ne faudrait pas confondre notre opposition à toute forme de liaison avec un manque d'intérêt pour les sujets sur lesquels il n'y a pas encore de consensus, alors que leur urgence n'est contestée par aucune délégation. Par exemple, si nous avons accordé autant d'importance à la poursuite éventuelle, dans les plus brefs délais, de nos travaux sur le fond de la question de l'interdiction des armes chimiques, c'est seulement parce que nous estimons que l'examen de ce thème est parvenu à un stade relativement avancé. C'est là une évaluation pratique qui ne nous empêche pas de nous prononcer pleinement en faveur de l'examen quant au fond, et à bref délai, de toutes les mesures qui intéressent la prévention d'une guerre nucléaire. Un examen détaillé de cette question devrait être entrepris sans autre retard. Nous disposons d'éléments à cette fin, comme par exemple les propositions contenues dans un document de travail présenté par la délégation de la Belgique sous la cote CD/380. C'est également consciente de l'urgence de la question que ma délégation souhaite rappeler aujourd'hui combien elle estime important d'aboutir rapidement à une interdiction réellement complète des essais, pas seulement comme une fin par elle-même mais aussi dans le contexte plus large de la limitation des armements nucléaires, du désarmement et de la non-prolifération. En outre, le fait de progresser vers une interdiction complète des essais améliorerait les perspectives de réussite de la prochaine troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération.

Ma délégation note aussi que le thème plus étroitement défini de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est également d'une importance exceptionnelle, surtout du fait que beaucoup de ses éléments concernent directement la question de la prévention d'une guerre nucléaire. Il faudrait mentionner dans ce contexte que le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles conclu entre les deux grandes puissances demeure applicable, et que les arguments sur lesquels il se fonde n'ont rien perdu de leur valeur.

Monsieur le Président, permettez-moi maintenant de revenir sur la question d'une interdiction complète des armes chimiques, point de notre ordre du jour qui doit être examiné en séance plénière cette semaine d'après notre programme de travail et auquel je consacrerai le reste de ma déclaration d'aujourd'hui.

Les efforts déployés par la communauté internationale pour rendre impossible le recours aux armes chimiques et éliminer entièrement ces armes de notre planète ne datent pas d'aujourd'hui. L'emploi de poisons ou d'armes empoisonnées a été explicitement interdit dès 1874, date à laquelle la Conférence de Bruxelles a adopté sa Déclaration internationale sur cette question. Cette interdiction a été répétée depuis sous diverses formes (par exemple lorsqu'on a dû tenir compte de la mise au point de gaz asphyxiants) dans divers instruments internationaux parmi lesquels le Protocole de Genève de 1925 se distingue comme étant celui qui a recueilli le plus d'adhésions.

Les efforts visant à interdire complètement des armes chimiques se sont poursuivis à la Conférence du désarmement de la Société des Nations. A un moment, le succès est apparu imminent. En 1933, le Royaume-Uni présenta un projet de convention sur le désarmement contenant des dispositions détaillées en vue d'interdire très largement les armes chimiques et biologiques. Le projet prévoyait notamment l'interdiction des préparatifs de la guerre chimique et biologique en temps de paix comme en temps de guerre, approche que la délégation de la Suède a suivie ces dernières années au Comité du désarmement.

(M. Ramaker, Pays-Bas)

Les négociations sur l'interdiction des armes chimiques et sur leur utilisation se sont poursuivies année après année et l'on a accordé une attention accrue aux questions de vérification. La Conférence du désarmement de la Société des Nations a examiné en détail des propositions tendant à organiser des enquêtes sur les violations de l'interdiction d'emploi des armes chimiques, à créer un service international d'information et de documentation pour la protection contre les armes chimiques et même un cartel international des industries chimiques pour garantir que les fabrications de l'industrie chimique civile ne servaient pas à couvrir des fabrications à des fins militaires.

Au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, un regain d'intérêt pour une interdiction des armes chimiques a été constaté après la publication de rapports sur les effets des armes chimiques et biologiques par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par l'Organisation mondiale de la santé. Après que sa composition eut été élargie en 1969, la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement a poursuivi ses travaux en tant que Conférence du Comité du désarmement et la CCD, parvenue à un accord en 1971, a décidé d'étudier spécialement la question des armes biologiques et de proposer à l'Assemblée générale le texte d'une convention séparée à ce sujet.

Depuis lors, la Conférence du Comité du désarmement et les organes qui lui ont succédé par deux fois, ont poursuivi les négociations afin d'achever la tâche qui leur restait à accomplir après l'adoption de la Convention sur les armes biologiques. Les Pays-Bas ont activement participé à l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques depuis 1969.

L'histoire récente des négociations sur les armes chimiques montre que l'on a de plus en plus tendance à étudier cette question dans le contexte des relations entre l'Est et l'Ouest. Il est naturellement exact que les armes chimiques représentent bien une part des arsenaux de l'Est et de l'Ouest. Mais il faudrait souligner que si l'on a défini en 1948 les armes chimiques comme des armes de destruction massive, l'équilibre de la terreur entre les deux parties n'a jamais dépendu en premier lieu de ces armes. En outre, les cas d'utilisation prouvés ou présumés d'armes chimiques dans des pays en développement montrent très clairement que ces pays ont de bonnes raisons d'être aussi concernés que ceux de l'hémisphère nord et de s'efforcer, autant que possible, d'obtenir rapidement l'interdiction réellement complète des armes chimiques.

Monsieur le Président, ma délégation est plus que jamais convaincue que la conclusion d'une telle interdiction est à notre portée et qu'il est temps maintenant de passer aux étapes finales de notre travail en étant à peu près assurés d'obtenir un résultat satisfaisant dans un proche avenir.

Ma délégation a été amenée à cette conclusion, notamment, par la déclaration récente du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Shultz, signalant que son pays avait l'intention de présenter très prochainement un projet complet de convention. Les Pays-Bas se sont alors félicités de cette nouvelle, et, je le répéterai aujourd'hui, y voient un progrès significatif, mais aucune délégation ne devrait naturellement sous-estimer le temps ni les efforts qu'il nous faut encore consacrer aux négociations sur un texte susceptible d'être adopté par consensus.

(M. Ramaker, Pays-Bas)

Les Pays-Bas se félicitent aussi de la déclaration faite par le distingué représentant de l'Union soviétique, l'Ambassadeur Issraelyan, le 21 février dernier, annonçant un changement important de la position de son pays sur certains aspects de la question de la vérification du respect de la future interdiction des armes chimiques. Ma délégation estime que la déclaration de l'Ambassadeur Issraelyan sur ce point représente un pas important vers un accord général sur un ensemble complexe de questions liées à la destruction des stocks, y compris les déclarations initiales et leur vérification. Ma délégation est convaincue que l'on pourra parvenir à un accord d'ensemble sur la question des stocks pendant la session de 1984 de la Conférence grâce à un rapprochement mutuel et à un esprit de compréhension à l'égard des problèmes des uns et des autres.

Monsieur le Président, il est difficile d'imaginer un cadre plus approprié pour présenter le document CD/445 intitulé "Dimension et structure d'un organe d'inspection en matière de désarmement chimique", que ma délégation a l'intention de soumettre aujourd'hui à l'examen de la Conférence. Ce document de travail a pour objet d'examiner pour la première fois, certaines des incidences pratiques, surtout administratives, des schémas de vérification dans le cadre de la future convention sur les armes chimiques, telle qu'elle est envisagée par les Pays-Bas et d'autres membres du Groupe occidental. Il pourrait être intéressant de noter qu'il s'agit notamment des incidences administratives d'une inspection continue sur place par des représentants de l'organe international d'inspection envisagé, et dont a fait mention, le 21 février le chef de la délégation de l'Union soviétique.

Après quelques remarques liminaires sur les exigences de vérification de la future convention, le document procède au classement par catégories des différents types de vérification que les divers engagements prévus dans la convention rendront nécessaires. Le document met en jeu diverses hypothèses générales concernant surtout le fonctionnement d'un organe international d'inspection et plusieurs hypothèses plus précises concernant les diverses catégories de vérification que la convention rendra nécessaires.

Se fondant sur ces hypothèses, le document cherche à démontrer que les incidences administratives de nos conceptions en matière de vérification demeureront dans des limites acceptables.

Une des principales hypothèses que nous avons dû faire concernait ce que l'on pourrait appeler le "rendement" d'un inspecteur international. L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit est celui de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, qui s'est avéré un cadre de référence très utile. Comme les activités nécessitant une inspection au titre d'une convention sur les armes chimiques diffèrent par leur nature de celles dont l'AIEA doit s'occuper, il a fallu procéder à diverses modifications. Parmi les divers problèmes relatifs à la vérification d'une convention sur les armes chimiques, celui de la vérification de la non-fabrication est traité relativement en détail. On sait que c'est un secteur semé de mines et de pièges. Nous savons tous que la vérification de la non-fabrication ne devrait pas entraver indûment le fonctionnement ou les activités commerciales de l'industrie civile.

Néanmoins, pour que la convention puisse être appliquée, il faudrait un minimum de confiance en ce qui concerne également la non-fabrication. En l'absence de toute mesure réglementaire, il ne serait que trop facile de tourner les dispositions de la convention, sans même exploiter des lacunes éventuelles, et cela

(M. Ramaker, Pays-Bas)

pourrait porter très gravement atteinte à cette confiance. On ne saurait ignorer ces possibilités latentes, qui tiennent à la nature même de moyens de fabrication utilisables à des fins autorisées autres que la production d'armes chimiques. Le présent document de travail aboutit notamment à la conclusion que l'importance du personnel d'inspection est en grande partie fonction de la catégorie de vérification retenue.

Sur la base de nos hypothèses, le document aboutit essentiellement à la conclusion que le futur organe international d'inspection aura un effectif relativement réduit. Selon ces hypothèses, l'effectif devrait être de 355 inspecteurs, y compris le personnel d'appui, pour la durée de la période de destruction et d'élimination qui devrait durer, comme nous le savons, dix ans environ. Après cette période initiale d'application de la future convention, le total devrait être ramené au maximum à environ 140 personnes, soit moins que l'effectif correspondant du secrétariat de l'AIEA.

Monsieur le Président, pour conclure mon intervention d'aujourd'hui, je voudrais examiner brièvement la question particulière de la non-utilisation des armes chimiques. De l'avis des Pays-Bas, le système de vérification qui serait créé par la future convention devrait être complet et donc inclure une interdiction d'utilisation. Il est très louable et même essentiel de chercher à obtenir une capacité complète de vérification de l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage, de la conservation et du transfert des armes chimiques. Mais j'oserais dire qu'avec le temps, nous sommes tous devenus plus conscients des limitations pratiques qui pourraient bien nous empêcher de parvenir à la perfection. La nécessité de prendre en compte les intérêts légitimes de sécurité et d'éviter une ingérence indue de l'organe d'inspection dans l'industrie chimique peuvent être citées dans ce contexte pour illustrer ce à quoi nous pensons. Il est clair que des données indiquant que des armes chimiques auraient été utilisées en violation du droit international impliqueraient par là même que les obligations du traité concernant la destruction et la non-fabrication, etc. pourraient avoir été transgressées. Ainsi, l'utilisation peut constituer le sommet vérifiable d'un iceberg énorme de violations, non détecté, et en grande partie submergé. Je souhaite donc souligner que l'organe d'inspection, déjà approximativement esquissé dans ma déclaration, est dûment conçu pour assurer la vérification de la non-utilisation.

L'adoption nécessaire d'une disposition appropriée sur la non-utilisation dans le champ d'application de la convention ne doit pas et ne saurait en aucun cas préjuger l'importance du maintien en vigueur des dispositions du Protocole de Genève de 1925. Cet instrument international présentera un intérêt particulier pendant la phase initiale qui suivra l'entrée en vigueur de la convention, lorsque tous les stocks et moyens de fabrication n'auront pas encore été éliminés.

Monsieur le Président, ce que je viens de dire au sujet de la vérification de l'utilisation vaut également pour les communications faisant état d'utilisation présumée d'armes chimiques dont M. Velayati, le Ministre des affaires étrangères de l'Iran, a récemment parlé ici même. Des rapports de ce genre ne doivent jamais être sous-estimés. En attendant, les rapports fournis par exemple par des observateurs indépendants impartiaux, signalant l'utilisation récente d'armes chimiques, deviennent de plus en plus convaincants.

(M. Ramaker, Pays-Bas)

Cette situation incite le Gouvernement des Pays-Bas à exprimer sa très sincère préoccupation, une préoccupation qu'il partage évidemment avec la communauté mondiale. L'emploi d'armes chimiques par qui que ce soit et où que ce soit dans le monde doit être condamné en termes catégoriques.

Les Pays-Bas se félicitent de la décision prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mener une enquête sur des violations possibles du Protocole de Genève de 1925 dans le conflit de la région du Golfe. Cette décision est pleinement conforme au rôle de l'Organisation des Nations Unies qui consiste à maintenir la paix et la sécurité internationales en général, et peut être considérée, en particulier, comme un nouvel effort de la part de cette organisation pour mettre fin à cette guerre si dévastatrice en termes de vies humaines et de ressources matérielles. Les Pays-Bas invitent une fois de plus les deux parties à faire preuve de la plus entière coopération dans ces efforts.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Pays-Bas pour sa déclaration et pour les mots aimables qu'il a eus à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Konstantin Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Camarade Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous adresser à nouveau mes félicitations les plus cordiales pour votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de mars et vous souhaiter de nouveaux succès dans l'exercice de vos responsabilités. C'est pour moi un plaisir particulier de vous souhaiter la bienvenue, Camarade Datcu, représentant d'un pays voisin et ami, la Roumanie socialiste, et de réaffirmer notre satisfaction des excellents rapports de coopération qui existent entre nos peuples et nos pays dans tous les domaines de la vie.

Je voudrais aussi exprimer les remerciements de ma délégation au Président pour le mois de février, l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne, pour l'excellent travail qu'il a accompli.

Aujourd'hui, la délégation de la République populaire de Bulgarie voudrait prendre la parole au sujet du point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

Je ne cacherai pas, Camarade Président, que l'un des motifs de mon intervention est la déception qu'éprouve mon pays devant l'insuffisance des résultats obtenus par la Conférence en ce qui concerne la question de la prévention de la guerre nucléaire. Il suffit de souligner que pendant la période écoulée depuis l'adoption de la résolution 36/81 B, à l'automne de 1981, - la première d'une série de résolutions de l'Assemblée générale appelant à prendre des mesures concrètes pour prévenir la guerre nucléaire - jusqu'à ce jour, le seul "succès réel" a été l'inscription d'un point distinct sur cette question à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Une telle situation est vraiment décevante. A une époque où le problème de la prévention de la guerre nucléaire est devenu la principale préoccupation de millions de personnes dans le monde, la Conférence du désarmement, qui a été chargée de mener des négociations en vue de parvenir à une solution concrète de cette question, se trouve en fait inactive.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Cependant, le risque de conflit thermonucléaire ne cesse d'augmenter. De nouveaux systèmes d'armes nucléaires sont apparus, mieux adaptés par leurs caractéristiques au déclenchement d'une première frappe, dite "préemptive". Des doctrines sont élaborées qui admettent l'idée de lancer et de gagner une guerre nucléaire.

Dans un livre récemment publié, intitulé "La vie après une guerre nucléaire", le spécialiste américain des conséquences économiques et sociales d'une guerre nucléaire, Arthur Katz, formule le jugement suivant :

"L'influence de la technologie et sa capacité de renforcer la crédibilité d'une stratégie nucléaire sont manifestes dans le changement de la politique stratégique des Etats-Unis que représente la directive présidentielle 59 publiée en 1980. Bien que caractérisée comme une extension de la dissuasion visant à obvier aux effets d'attaques nucléaires sophistiquées de petite envergure, elle reflète néanmoins une modification de la réalité technologique qui nous rapproche d'un scénario de guerre nucléaire de faible niveau..."

Pour les peuples européens et pour le monde entier, le danger de catastrophe nucléaire a augmenté, en particulier en liaison avec le déploiement de nouveaux missiles américains à moyenne portée en Europe occidentale.

Ma délégation, comme toutes celles qui partagent les préoccupations au sujet d'une "guerre nucléaire de faible niveau", pour reprendre l'expression de M. Katz, a déjà évoqué les divers aspects de cette menace à la paix et à la sécurité internationales.

Les initiatives du Pentagone visant à placer de nouveaux systèmes d'armes dans l'espace extra-atmosphérique constituent un nouvel élément dangereux dans la course aux armements. La réalisation de ces desseins ne permettrait pas d'écarter la menace que représentent les arsenaux nucléaires existants. Au contraire, elle rendrait leur utilisation plus probable. La course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique entraîne une multiplication du risque de guerre nucléaire.

Camarade Président, appeler l'attention sur le risque croissant de conflit nucléaire ne suffit pas pour répondre aux exigences spécifiques de la Conférence du désarmement. Ce qui est nécessaire, c'est une approche globale et concrète du problème de l'élaboration de mesures visant à prévenir la guerre nucléaire. Telle est l'approche des pays socialistes, y compris la République populaire de Bulgarie, qui est exposée dans un certain nombre de documents, en particulier dans les documents CD/355, CD/406, présenté par la République démocratique allemande, et CD/434.

Ma délégation a souvent insisté sur l'intérêt de mesures telles que le non-emploi en premier d'armes nucléaires et le gel des arsenaux nucléaires. L'efficacité et l'applicabilité de ces deux mesures reçoivent un appui de plus en plus actif de la part d'un certain nombre de gouvernements, comme l'attestent les résolutions pertinentes de la trente-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Parmi l'éventail des mesures pour la prévention de la guerre nucléaire proposées par les pays socialistes, une partie est destinée à mener à bien à titre prioritaire, la tâche politique d'écarter la menace immédiate de conflit nucléaire qui pèse sur l'humanité; une autre partie tend à donner une forme juridique internationale aux obligations internationales à assumer dans ce domaine. Une troisième partie vise à déclarer inadmissible la mise en place d'une infrastructure pour les nouveaux systèmes d'armes - y compris dans l'espace extra-atmosphérique -, qui pourraient déstabiliser la situation stratégique et renforcer ainsi le risque de guerre nucléaire.

A ce propos, la délégation bulgare se félicite du développement donné à cette approche dans le discours prononcé le 2 mars par K. Ou. Tchernenko, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Le dirigeant soviétique dégage les grandes lignes des normes pour les relations entre les Etats nucléaires et propose que ces normes soient réciproquement reconnues et acquièrent force obligatoire. Au centre de cette conception se trouve le choix, comme premier objectif, de la prévention de la guerre nucléaire ainsi que la volonté de poursuivre pas à pas en se fondant sur le principe de la sécurité égale, la réduction des armements nucléaires jusqu'à leur élimination complète sous toutes leurs formes. En outre, ces propositions envisagent le règlement d'autres problèmes liés aux armes nucléaires, ce qui donnerait un caractère global et durable aux mesures visant à la prévention de la guerre nucléaire.

Je voudrais ajouter, Camarade Président, que ma délégation considère que les propositions relatives aux obligations des Etats dotés d'armes nucléaires sont entièrement conformes au paragraphe 58 et autres paragraphes pertinents du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Naturellement, les idées contenues dans le discours du dirigeant soviétique, M. Tchernenko, ont une portée et une importance beaucoup plus vastes. Elles ont été bien accueillies par les milieux responsables du monde entier, comme une confirmation de l'orientation pacifique de l'Union soviétique. Il appartient maintenant aux pays occidentaux de répondre de façon positive à l'approche constructive de l'URSS.

Camarade Président, l'un des domaines dans lesquels la Conférence du désarmement devrait apporter sa contribution propre au renversement de l'évolution négative des affaires internationales est le règlement du problème de la prévention de la guerre nucléaire. Pour que les efforts des Etats qui s'intéressent à l'élaboration de mesures concrètes appropriées pour prévenir la guerre nucléaire aboutissent à des décisions de grande portée, il conviendrait de confier à un organe subsidiaire de négociation l'ensemble du processus d'élaboration et d'accord relatif à ces mesures. Comme il est indiqué dans le document CD/434, un groupe de pays socialistes ont proposé une formule pour le mandat d'un tel organe. Le mandat que nous proposons est suffisamment souple et prévoit une marge pour prendre en considération toutes les idées et tous les points de vue. Concrètement, cela signifie que, dans un organe de travail futur, l'attention requise sera consacrée à toutes les suggestions présentées jusqu'à présent par les pays socialistes, le Groupe des 21 et les pays occidentaux. Par ailleurs, il convient de ménager une certaine gradation des mesures, en ce qui concerne leur portée et leur efficacité. Certes, il n'est possible de trouver des critères précis et mutuellement acceptables pour déterminer

(M. Tellalov, Bulgarie)

le degré de priorité de chaque mesure qu'après avoir harmonisé les vues des diverses délégations. Ma délégation, pour sa part, est prête dès à présent à partager certaines de leurs considérations à cet égard.

Il est intéressant de faire observer que les résolutions 37/78 et 38/183 G établissent une distinction entre la prévention de la guerre nucléaire proprement dite et la réduction des risques de guerre nucléaire. Les deux questions "revêtent la plus haute priorité et présentent un intérêt vital pour tous les peuples du monde". En conséquence, il convient d'adopter des mesures dans les deux domaines.

De l'avis bien considéré de la délégation bulgare, une solution satisfaisante du problème de la réduction des risques de guerre nucléaire, pour souhaitable qu'elle soit, ne supprimerait pas les causes véritables de la menace d'une guerre nucléaire. En conséquence, il ne suffirait pas d'adopter des dispositions dans ce domaine sans appliquer des mesures visant à prévenir la guerre nucléaire.

Partant de ces prémisses, et ayant à l'esprit les propositions pertinentes formulées par divers pays, la délégation bulgare voudrait suggérer la série de mesures ci-après :

- A. Mesures prioritaires en vue de prévenir la guerre nucléaire;
- B. Mesures juridiques visant à prévenir la guerre nucléaire et à renforcer le régime du non-recours à la force dans les relations internationales;
- C. Mesures visant à réduire le risque de guerre nucléaire.

L'analyse des positions adoptées par un certain nombre de délégations sur la question de la prévention de la guerre nucléaire fait apparaître la conviction générale que, dans les circonstances actuelles, le danger immédiat de déclenchement d'une guerre nucléaire provient surtout de la création par certains pays d'un potentiel de première frappe nucléaire fondé sur des systèmes d'armes nucléaires qualitativement nouveaux, de la promotion de doctrines autorisant l'emploi d'armes nucléaires, etc., ainsi que de l'idée de minimiser la distinction entre armes nucléaires et armes classiques.

En conséquence, les mesures ayant pour objet la renonciation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires à l'emploi en premier des armes nucléaires, le gel quantitatif et qualitatif sur leurs arsenaux nucléaires et l'établissement d'un moratoire sur toutes les explosions nucléaires, en attendant la conclusion d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, ont une nette priorité par rapport à toutes les autres mesures.

Les mesures visant à limiter l'ampleur de la course aux armements - en particulier dans les domaines où elle risque le plus d'entraîner des effets déstabilisants - pourraient également figurer dans ce groupe. Je pense notamment aux mesures visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Les considérations qui précèdent s'entendent sans préjudice de propositions telles que la conclusion d'une convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires, d'un traité sur le non-recours à la force dans les relations internationales, ainsi que d'un traité entre les pays de l'Organisation du Traité de Varsovie et les pays de l'OTAN sur la renonciation mutuelle à l'emploi de la force militaire et le maintien de relations pacifiques.

Considérant qu'il existe encore d'autres possibilités de perfectionner le système de prévention du déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire, il convient également d'élaborer des mesures telles que la prévention de l'emploi accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires, la suppression de la possibilité d'attaques surprises, etc.

En proposant cet ensemble de mesures, la délégation bulgare tient à appeler l'attention de la Conférence sur un plan d'organisation en rapport avec l'urgence de la tâche de prévention d'une guerre nucléaire, qui tienne compte des priorités largement reconnues dans ce domaine et s'appuie sur des principes juridiques pour résoudre définitivement le problème de la prévention d'une guerre nucléaire.

L'approche proposée ne préjuge pas de l'examen de "toutes les questions liées", sur lesquelles l'accent est mis dans les documents CD/357, présenté par la République fédérale d'Allemagne, et CD/411, présenté par un groupe de pays occidentaux, à condition que cet examen ait lieu au sein d'un organe subsidiaire. Cependant, ma délégation est en désaccord avec la tendance évidente, inhérente à ces documents, à remplacer la négociation de mesures par l'idée d'"acquérir une vision globale de la question [de la prévention de la guerre nucléaire] en examinant [une] liste indicative ... de points subsidiaires".

Camarade Président, pour conclure, ma délégation tient à déclarer qu'elle est prête à participer aux consultations qui ont lieu sous votre direction, en vue de parvenir à une entente commune au sujet de la création d'un organe subsidiaire pour la prévention de la guerre nucléaire et du mandat approprié à lui donner. Ma délégation s'engage à appuyer cette procédure, mais elle désire en même temps adresser un appel à toutes les délégations intéressées pour qu'elles intensifient leurs efforts en vue de trouver le plus rapidement possible une solution mutuellement acceptable, en rapport avec l'urgence et l'importance de la question de la prévention d'une guerre nucléaire.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant de la Bulgarie pour sa déclaration et pour les mots aimables qu'il a eus à l'égard de la Présidence.

En conformité avec la décision prise par la Conférence à sa 248ème séance plénière, je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Turquie, M. l'Ambassadeur Türkmen.

M. TÜRKMEN (Turquie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je souhaite remercier les membres de la Conférence de cette occasion qui m'est donnée de faire une déclaration. Il m'est extrêmement agréable de prendre la parole à un moment où c'est le représentant de la Roumanie qui assume la Présidence. Non seulement, en effet, la Turquie et la Roumanie ont des liens étroits et féconds de coopération amicale et de bon voisinage, mais il se fait que vous êtes un vieil ami et un collègue pour lequel j'ai la plus grande estime.

(M. Türkmen, Turquie)

Mon gouvernement s'est félicité que le Comité du désarmement ait été rebaptisé Conférence du désarmement. Nous espérons que ce nom plus approprié pour l'unique forum mondial de négociation multilatérale sur les questions de désarmement sera aussi le signal d'un effort renouvelé pour progresser sur les problèmes vitaux auxquels est confrontée la Conférence.

La Conférence se réunit cette année à un moment où la situation internationale cause une grave préoccupation à tous les pays du monde. Les négociations cruciales sur la réduction des forces nucléaires stratégiques et de portée intermédiaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ont été suspendues dans un climat de tension accrue et à un niveau inquiétant de récriminations et de méfiance mutuelles. La situation internationale a été encore assombrie par les sinistres développements intervenus au Moyen-Orient. Nous réalisons tous qu'aucun progrès ne peut être fait sans des efforts déterminés et persistants des deux pays pour reprendre le dialogue et recréer un minimum de confiance entre eux.

A cause de sa situation géographique, la Turquie, pays en développement, doit consacrer des ressources substantielles à sa défense. Notre pays est d'autre part contigu à une région qui est devenue le point focal de la tension et de l'instabilité, et où une guerre dévastatrice et de plus en plus cruelle dure depuis plus de trois ans sans qu'il y ait aucune perspective immédiate de paix. Nous partageons donc intensément les aspirations à une amélioration du climat international, à une fin de l'effusion de sang dans les conflits régionaux, à une détente réelle entre l'Est et l'Ouest, et à des progrès concrets dans le domaine du désarmement, afin de promouvoir la paix et d'accroître la sécurité.

Dans ce climat actuel des relations internationales, nous avons vu une lueur d'espoir dans la convocation à Stockholm de la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe. Cette conférence peut grandement contribuer à la détente, et à la limitation des armements et au désarmement si elle réussit à adopter des mesures qui accroîtront la confiance mutuelle et la sécurité. La Conférence de Stockholm, après la conclusion satisfaisante de la CSCE à Madrid, a montré l'existence d'une ferme intention de rechercher le dialogue malgré des circonstances internationales hostiles. Nous avons l'intention de prendre une part active à la Conférence de Stockholm, comme nous l'avons fait dans les autres forums qui l'ont précédée, et de contribuer à l'élaboration de mesures de confiance militairement significatives, politiquement contraignantes et vérifiables, qui puissent être mises en oeuvre dans toute l'Europe.

Nous éprouvons également de la satisfaction devant la reprise attendue des négociations MBFR à Vienne. Conscients des dangers de la course aux armements, non seulement dans le domaine nucléaire, mais aussi dans le domaine classique, nous attachons une grande importance aux négociations MBFR entre les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Nous sommes convaincus que la réduction des forces en Europe centrale constituera un pas en avant dans la direction d'un équilibre entre les deux alliances militaires à un niveau d'armement inférieur au niveau actuel, pourvu que soient prévues des garanties pour la sécurité des pays des flancs comme la Turquie.

Au stade actuel, où une profonde inquiétude se mêle à un espoir incertain, le travail de la Conférence du désarmement acquiert une grande signification.

(M. Türkmen, Turquie)

Un progrès décisif sur seulement une des questions qui sont du ressort de cette Conférence créera un sentiment de confiance et exercera une influence constructive sur les autres négociations de limitation des armements et de désarmement et sur les relations Est-Ouest en général. Dans ce contexte, nous partageons l'idée que priorité devrait être donnée à un accord sur les armes chimiques. La Turquie, qui a signé le Protocole de Genève de 1925 dès 1929, attend avec impatience un accord plus large qui vienne le compléter.

Un accord sur la destruction des armes chimiques et l'interdiction de leur mise au point, de leur fabrication et de leur stockage exige un système de vérification efficace. Il y a eu des progrès remarquables dans les procédures et les techniques de vérification de la non-fabrication. La Turquie, comme tant d'autres pays, se félicite également de l'approche constructive de l'ambassadeur Issraelyan, le représentant de l'Union soviétique, le 21 février, concernant une présence permanente de représentants d'organismes internationaux de contrôle dans les installations où aura lieu la destruction de ces armes.

Cette approche et la réaction positive qu'elle a suscitée donneront, nous l'espérons, un nouvel élan aux travaux de la Conférence dans le domaine des armes chimiques. Nous prévoyons que le projet de convention qui sera déposé bientôt par les Etats-Unis contribuera de façon déterminante à entraîner la discussion vers une conclusion concrète et positive.

En ce qui concerne la proposition concernant une zone exempte d'armes chimiques en Europe, nous sommes d'avis qu'une approche régionale du problème de l'interdiction des armes chimiques ne sera pas appropriée. S'il peut y avoir un accord sur le contenu d'une convention sur les armes chimiques en Europe, il n'y a pas de raison pour qu'une telle convention ne soit pas de portée mondiale; nous sommes tous profondément conscients de la nécessité urgente d'une interaction générale efficace.

Un traité d'interdiction complète des essais nucléaires est considéré depuis longtemps comme un élément fondamental pour freiner la course aux armements et prévenir la prolifération des armes nucléaires. Ce ne serait pas une mesure de désarmement en soi, mais cela constituerait un important pas en avant. Il va sans dire que pour être efficace, un tel traité devrait être contraignant pour tous les pays possédant des armes nucléaires. De nouveaux délais mettraient aussi en danger, selon nous, la cause de la non-prolifération. Beaucoup d'orateurs ont rappelé à juste titre à cette Conférence que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a établi un lien entre les obligations des Etats possédant des armes nucléaires et celles des Etats qui n'en possèdent pas.

Nous espérons que les Etats dotés d'armes nucléaires, dans leur approche du traité d'interdiction des essais nucléaires, ainsi que d'autres domaines de la limitation des armements et du désarmement nucléaires, garderont en mémoire cette relation fondamentale.

Nous sommes très conscients des horreurs potentielles d'un conflit nucléaire et de l'importance et de l'urgence de la question concernant la prévention d'une guerre nucléaire et tous les aspects connexes. Il ne fait pas de doute que tout doit être fait pour éliminer les possibilités de déclenchement d'une guerre nucléaire, mais il serait illusoire de penser que cela pourrait être réalisé en concentrant notre attention exclusivement sur les armes nucléaires. Ce qu'il faut,

(M. Türkmen, Turquie)

c'est essayer de prévenir la guerre, qu'elle soit nucléaire ou classique. C'est dans ce contexte que nous aimerions souligner qu'il nous paraît très difficile de concilier les réalités politiques et stratégiques existantes avec l'idée que telles ou telles régions géographiques en Europe pourraient devenir des refuges non nucléaires durant un échange nucléaire.

Une course aux armements potentielle dans l'espace extra-atmosphérique est cause de profonde inquiétude, car nous savons que déjà des systèmes sont essayés et de nouvelles armes mises au point. Nous espérons qu'un accord pourra se dégager rapidement à la Conférence sur la meilleure manière de traiter ce problème.

Beaucoup de travail a été fait à la Conférence sur les armes radiologiques, et mon gouvernement nourrit l'espoir que les difficultés qui sont apparues dans ce domaine pourront être surmontées. Un accord sur cette question aura sûrement une influence positive sur d'autres négociations multilatérales de désarmement.

Avant de conclure, je voudrais aborder la question de l'élargissement de la Conférence. Comme beaucoup d'Etats membres le savent, mon pays n'a cessé de jouer depuis 1978 un rôle majeur dans tous les efforts visant à élargir la composition du Comité du désarmement. Nous avons bien accueilli la décision en faveur d'un élargissement limité, comme un pas dans la bonne direction, et nous avons proposé notre candidature. Nous croyons qu'un réexamen périodique de la composition de la Conférence du désarmement, tel qu'il est envisagé dans son règlement intérieur, est nécessaire pour permettre aux Etats "militairement importants" d'y être admis, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans le Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Je puis vous assurer, Monsieur le Président, que si mon pays devient membre, il ne manquera pas d'apporter à la Conférence une contribution en rapport avec son engagement de longue date en faveur de la paix, de la sécurité internationale et du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Turquie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. l'Ambassadeur Louis Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, l'unique forum de négociation multilatérale sur le désarmement célébrera demain son vingt-deuxième anniversaire. Pendant ces 22 années qui se sont écoulées depuis que le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement s'est réuni pour la première fois, cet organe s'est modifié, s'est développé. Nous sommes maintenant 40 membres. Nous avons changé de nom plusieurs fois, et tout récemment encore cette année. Nous avons quelques résultats à notre actif, dont nos contributions à la première mesure destinée à prévenir la guerre nucléaire - l'accord sur la ligne directe (téléphone rouge); à la première interdiction des essais nucléaires - le Traité d'interdiction partielle des essais, à la première interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toute une classe d'armes - la Convention sur les armes biologiques; et à un accord qui a marqué un tournant dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements - le Traité sur la non-prolifération.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Ce n'est pas trop mal pour quelque chose qui n'a que 22 ans !

Je dois dire, cependant, que nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Il y a beaucoup de défis à relever, beaucoup de domaines à attaquer d'urgence. Notre ordre du jour est loin d'être épuisé.

L'une des grandes questions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui est l'inachèvement de notre ordre du jour en ce qui concerne les armes chimiques.

C'est au sujet de ce point que je vais prendre la parole aujourd'hui. Dans ma déclaration du 23 février, j'ai réaffirmé l'importance que les Etats-Unis attachent à la négociation d'une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques. Une telle interdiction complèterait les accords internationaux existants et le droit international coutumier, y compris le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, communément appelé le Protocole de Genève de 1925.

Comme les membres de la Conférence ne l'ignorent pas, les Etats-Unis ont exprimé leur préoccupation devant l'utilisation d'armes chimiques dans diverses régions du monde. Ils condamnent énergiquement l'utilisation d'armes chimiques - à quelque moment et où que ce soit. Cohérents avec cette position, les Etats-Unis ont appuyé les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour enquêter sur les informations relatives à l'utilisation d'armes chimiques. Ils ont aussi appuyé les efforts des Nations Unies, en attendant des arrangements formels ultérieurs, pour établir des procédures rendant possible une enquête prompte et impartiale sur les informations concernant d'éventuelles violations des dispositions du Protocole de Genève de 1925. S'ils l'ont fait, c'est parce que nous croyons que l'autorité juridique et morale de cet instrument est vitale, non seulement en raison de ses propres dispositions, mais parce que le Protocole de Genève est un important fondement de notre travail dans le domaine du désarmement.

C'est donc avec une profonde préoccupation que les Etats-Unis ont pris note d'informations selon lesquelles des armes chimiques auraient été utilisées dans le tragique conflit en cours entre l'Iraq et l'Iran. Comme tous les membres de la Conférence le savent maintenant sans aucun doute, le Département d'Etat a publié une déclaration sur cette question le 5 mars. Cette déclaration dit clairement que les Etats-Unis ont conclu que les éléments de preuve disponibles indiquent que l'Iraq a utilisé des armes chimiques létales dans ce conflit et qu'un tel emploi d'armes chimiques constitue une sérieuse infraction au Protocole et aux règles connexes du droit international coutumier. Cette situation exige l'attention urgente de la communauté mondiale. A cet égard, nous notons la décision prise le 8 mars par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Pérez de Cuellar, d'envoyer des experts en Iran pour établir les faits concernant les allégations de guerre chimique. Nous croyons savoir que ces experts ont, en fait, été envoyés à Téhéran et sont en train d'accomplir leur importante mission au moment même où nous nous réunissons aujourd'hui.

Les Etats-Unis ont travaillé avec d'autres nations pendant de nombreuses années pour établir un traité interdisant la fabrication, la mise au point et le stockage des armes chimiques. Le Secrétaire d'Etat George Shultz a annoncé à Stockholm que nous présenterions un projet de traité sur l'élimination complète et véritable des armes chimiques, sur une base mondiale. L'utilisation d'armes chimiques en

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

violation des accords internationaux et du droit international coutumier dans des conflits récents, dont la guerre entre l'Iran et l'Iraq, ajoute à l'urgence de cette entreprise. Elle souligne la nécessité pressante d'une interdiction globale des armes chimiques.

Les contraintes juridiques internationales, basées sur des préoccupations humanitaires, nous guident dans nos efforts pour arrêter tout emploi des armes chimiques, si possible avant qu'il ne commence, ainsi que dans notre désir de bannir ces armes de la surface de la Terre. Dans le même esprit, nous déplorons tous la perte tragique et inutile de vies iraniennes et iraqiennes, en particulier du fait d'attaques contre des populations civiles. Nous demandons instamment à ces deux Etats de respecter les obligations qui sont les leurs en vertu des conventions internationales destinées à atténuer les souffrances humaines résultant de la guerre, et d'accepter les bons offices proposés par un certain nombre de pays et d'organisations internationales pour mettre fin à l'effusion de sang. Nous notons que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a cité l'utilisation d'enfants par l'Iran comme combattants dans ce conflit brutal, en violation de ses obligations aux termes des conventions de Genève. Ainsi, nous constatons que la guerre du Golfe est marquée par un mépris flagrant et effroyable non seulement de la vie humaine, mais aussi du droit international et des normes acceptées de comportement entre nations.

Lorsque demain nous soufflerons les vingt-deux chandelles de notre gâteau d'anniversaire, formons collectivement le vœu que tous les conflits - mais spécialement cette guerre sordide et sanglante qui se déroule dans le Golfe - aient bientôt pris fin. Et que chacun de nous prenne de nouveau la résolution de rechercher avec vigueur et conviction la réalisation d'une interdiction effective et vérifiable des armes chimiques, de sorte que l'humanité n'ait plus jamais à craindre ces armes horribles.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour sa déclaration.

C'était le dernier orateur inscrit sur ma liste pour aujourd'hui. Y-a-t-il une autre délégation qui désire prendre la parole ? Si ce n'est pas le cas, j'ai l'intention maintenant de suspendre cette séance plénière et de la reprendre après la réunion officieuse de cet après-midi sur les questions d'organisation. La réunion officieuse aura lieu dans cette salle, à 15 h 30.

La séance est suspendue à 12 h 20; elle est reprise à 16 heures.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

J'ai maintenant l'intention de soumettre à la décision de la Conférence, les documents de travail Nos 107 à 119, que le Secrétariat a distribués en réponse à des demandes de participation et des éclaircissements supplémentaires reçus de 13 Etats non membres. Comme d'habitude, nous nous occuperons des projets de décision un par un, dans l'ordre dans lequel les demandes initiales ont été reçues des Etats non membres. La première demande est celle de la Norvège et la décision pertinente fait l'objet du document de travail No 107 1/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

1/ "En réponse à la demande de la Norvège (CD/450 et CD/451) et conformément aux articles 33 et 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Norvège à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6 et 8 de son ordre du jour."

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de la Finlande, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 108 2/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande du Danemark, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 109 3/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de la Nouvelle-Zélande, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 110 4/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de la Turquie, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 111 5/.

2/ "En réponse à la demande de la Finlande (CD/452 et CD/453) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Finlande à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4 et 6 de son ordre du jour."

3/ "En réponse à la demande du Danemark (CD/454 et CD/455) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Danemark à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

4/ "En réponse à la demande de la Nouvelle-Zélande (CD/456 et CD/457) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Nouvelle-Zélande à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

5/ "En réponse à la demande de la Turquie (CD/458 et CD/459) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Turquie à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande du Bangladesh, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 112 6/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de l'Autriche, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 113 7/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande du Viet Nam, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 114 8/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande du Portugal, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 115 9/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

6/ "En réponse à la demande du Bangladesh (CD/460 et CD/461) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Bangladesh à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 8 de son ordre du jour."

7/ "En réponse à la demande de l'Autriche (CD/462 et CD/463) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de l'Autriche à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

8/ "En réponse à la demande du Viet Nam (CD/464 et CD/465) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Viet Nam à prendre la parole à sa séance plénière, le 27 mars, au sujet du point 6 de son ordre du jour."

9/ "En réponse à la demande du Portugal (CD/466 et CD/467) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Portugal à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4 et 8 de son ordre du jour."

(Le Président)

Je passe maintenant à la demande de l'Espagne, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 116 10/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de la Colombie, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 117 11/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande du Sénégal, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 118 12/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant à la demande de la Suisse, la décision pertinente faisant l'objet du Document de travail No 119 13/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Je n'entends aucune objection.

Il en est ainsi décidé.

J'ai déjà deux délégations sur ma liste et je donne maintenant la parole à la délégation hongroise. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

10/ "En réponse à la demande de l'Espagne (CD/468 et CD/469) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de l'Espagne à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6 et 8 de son ordre du jour."

11/ "En réponse à la demande de la Colombie (CD/470 et CD/471) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Colombie à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6 et 8 de son ordre du jour."

12/ "En réponse à la demande du Sénégal (CD/472 et CD/473) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant du Sénégal à participer, au cours de l'année 1984, aux séances plénières de la Conférence ainsi qu'aux travaux des organes subsidiaires créés au titre des points 4, 6 et 8 de son ordre du jour."

13/ "En réponse à la demande de la Suisse (CD/474) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide pour le moment d'inviter le représentant de la Suisse à participer, au cours de l'année 1984, aux travaux de l'organe subsidiaire créé au titre du point 4 de son ordre du jour."

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Camarade Président, Permettez-moi pour commencer de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. C'est pour nous plus qu'un simple plaisir de voir le représentant d'un pays socialiste voisin occuper ce fauteuil. Ayant eu la chance d'admirer votre talent de diplomate dans un autre organe multilatéral, je me sens non seulement heureux, mais aussi confiant que vous continuerez à mener notre Conférence vers des négociations significatives et concrètes comme l'a fait votre prédécesseur, l'Ambassadeur Turbanski de Pologne, au cours du premier mois, généralement difficile, de notre session annuelle.

Avec votre permission, Camarade Président, j'exprimerai la satisfaction de la délégation hongroise de ce que la Conférence ait une fois de plus réussi à surmonter un autre obstacle de caractère purement procédural. Ces problèmes simples, s'ils ne sont pas résolus, peuvent à la longue gagner en poids et en importance et, après un temps, acquérir le pouvoir de créer des tendances et des précédents fâcheux. Nous espérons que la solution du problème de la participation, dans l'ordre et sans entrave, d'Etats non membres aux travaux de la Conférence du désarmement, établira également un bon précédent pour l'avenir.

La délégation hongroise, comme les autres délégations socialistes ou, je devrais plutôt dire, la grande majorité des délégations présentes a toujours été soucieuse de créer des conditions favorables pour que les Etats non membres se sentent disposés à contribuer aux travaux de cet organe. Nous croyons sincèrement que tous les peuples ont un intérêt vital au succès de ce que cette Conférence est appelée à faire, - c'est-à-dire, négocier des mesures appropriées et concrètes de désarmement. En conséquence, les représentants de ces peuples ont le devoir de contribuer à nos efforts communs, mais ils ont aussi le droit de participer à nos travaux lorsqu'ils estiment que nos négociations ont une incidence directe sur leur sécurité nationale.

Ce principe est depuis longtemps énoncé dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et, de façon quelque peu plus pratique, dans notre règlement intérieur. Dans la plupart des cas, ces règles ont été appliquées de façon appropriée et généralement avec une grande souplesse. Lorsqu'il s'est agi de la participation d'Etats non membres, ma délégation s'est toujours laissée guider par le désir de traiter les demandes des représentants de tous les Etats souverains sur un pied d'égalité, sans aucune discrimination.

Telle a été la pratique de la délégation hongroise les années précédentes, et nous avons l'intention de nous y tenir à l'avenir. Nous savons très bien que des divergences peuvent apparaître de temps à autre entre les règles et certaines aspirations individuelles. Mais la Conférence dans son ensemble et toutes les délégations devraient toujours être guidées par un intérêt primordial : la promotion de la cause du désarmement. Et, lorsque les règles et la pratique ne sont pas en parfaite harmonie, il est toujours sûr de s'abriter dans les règles. En conclusion, Camarade Président, Permettez-moi de dire une fois de plus simplement que la délégation hongroise se réjouit de la solution d'un autre problème de procédure et, tout en félicitant les Etats non membres de leur empressement à contribuer à nos négociations, je voudrais espérer que la même volonté et le même empressement caractériseront les délégations de tous les Etats membres dans la recherche de solutions à tous les autres problèmes en suspens.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais indiquer pour le compte rendu la position de la délégation brésilienne sur la question de la participation d'Etats non membres aux travaux de la Conférence. Je tiens à le faire parce que la décision longtemps attendue que vient de prendre la Conférence n'a été rendue possible qu'en imposant une procédure qui implique des restrictions quant aux modalités de participation de ceux qui en font la demande.

En raison sans doute des médiocres résultats obtenus par la Conférence et ses prédécesseurs, les travaux effectués ici ne semblent pas susciter un intérêt considérable parmi tous les membres de l'Organisation des Nations Unies et ses observateurs. Néanmoins, le Document final reconnaît l'intérêt vital de tous les peuples au succès des négociations sur le désarmement et le devoir de tous les Etats de contribuer aux efforts dans ce domaine. C'est là par elle-même une raison suffisante pour que la Conférence adopte, comme allant de soi, une attitude ouverte et non discriminatoire vis-à-vis des demandes de participation, en particulier dans le cas d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Il y a plus à dire cependant. L'appartenance à l'Organisation des Nations Unies est un des moyens par lesquels, en droit moderne international, un Etat est reconnu membre de la communauté internationale et un gouvernement est reconnu par les autres gouvernements. Le fait de siéger à côté du représentant d'un gouvernement à l'Assemblée générale des Nations Unies ou dans une organisation ou une conférence internationale, particulièrement dans le cadre du système des Nations Unies, constitue une reconnaissance tacite de la légitimité d'une telle représentation.

Il n'y a aucune raison valable pour que cette même règle ne s'applique pas ici, indépendamment de la façon dont on envisage le lien entre cette Conférence et l'Organisation des Nations Unies. Les quarante gouvernements représentés dans cette salle sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, comme le sont ceux qui demandent actuellement à participer, qu'ils soient membres ou observateurs dans l'organisation internationale. Refuser ou restreindre la participation d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies aux termes de notre règlement intérieur, est donc illégal, illégitime et antidémocratique.

Illégal, parce que les principes et pratiques reconnus du droit international, y compris la Charte des Nations Unies, reconnaissent l'égalité des Etats et n'admettent aucune distinction entre ceux qui sont Membres de l'Organisation. La règle doit s'appliquer à tous.

Illégitime, parce que de tels refus ou restrictions sont souvent inspirés par des rivalités régionales ou des querelles locales, motifs qui ne semblent pas correspondre aux responsabilités et devoirs assignés à tous les Etats en matière de désarmement dans un document aussi important que le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Antidémocratique, enfin et surtout, parce qu'il y a discrimination entre égaux. Un des principes fondamentaux des démocraties modernes, responsable de l'apparition des mouvements de libération au XVIIIème et au XIXème siècles,

(M. de Souza e Silva, Brésil)

est le principe "pas d'impôt sans représentation". Cette Conférence, même si d'aucuns la considèrent comme totalement indépendante de l'Organisation des Nations Unies, est financée ainsi que ses services par l'Organisation mondiale sur son budget ordinaire, auquel tous les Etats Membres de l'ONU contribuent. On ne peut refuser ou restreindre le droit d'un contribuant de participer à un organisme pour l'entretien et le fonctionnement duquel il verse sa part convenue.

Les intérêts privés liés à l'aversion de certains pays pour les gouvernements ou la politique d'autres Etats, tout au moins lorsque ces Etats sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, ne doivent pas entrer en conflit avec l'intérêt supérieur de la coopération au service de l'objectif commun du désarmement. Les quarante membres de cette conférence devraient adhérer au principe que toutes les demandes de participation doivent être automatiquement acceptées dès lors que le demandeur est un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou qu'il a le statut d'observateur. L'utilisation de mécanismes de procédure artificiels pour s'opposer à la demande d'un Etat ou limiter sa participation n'est qu'un autre exemple de la façon dont la rivalité et la confrontation entre les grandes puissances continuent à faire obstacle à une coopération multilatérale fructueuse dans le domaine du désarmement.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président ma délégation a déjà fait connaître son point de vue dans d'autres occasions, lors de l'examen, au cours de réunions officielles, du problème de la participation d'Etats non membres aux travaux de la Conférence. Si je le réaffirme maintenant, c'est pour qu'il soit mentionné dans le compte rendu. Ma délégation est d'avis qu'outre que les dispositions de notre règlement intérieur imposent à la Conférence la nécessité d'une décision spécifique sur cette question, il doit exister une formule qui permette l'acceptation automatique de toute demande de participation à nos travaux formulée par un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, quel qu'il soit. Les procédures auxquelles les Etats non membres qui souhaitent légitimement participer à nos travaux se voient soumis actuellement, comme ils l'ont été dans le passé, ne sont pas les plus appropriées, du point de vue de ma délégation, compte tenu des limitations qu'elles apportent à notre Conférence, et ne respectent pas les principes qui devraient être d'application universelle. Sans m'étendre davantage sur les motifs, je me bornerai, Monsieur le Président, à souligner la position de ma délégation, qui est pleinement favorable à l'acceptation automatique de toute demande de participation à nos travaux, et j'exprime l'espoir que l'on adoptera les dispositions réglementaires voulues pour que ce vœu se réalise dans nos procédures.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler au cours de nos réunions officielles, en juillet 1980, soit il y a plus de trois ans, la délégation du Mexique, a présenté un document de travail qui porte la cote CD/129. Ce document de travail contenait, et contient toujours, un projet d'amendement à la section IX du règlement du Comité du désarmement, qui a trait à la participation d'Etats non membres du Comité. Ce qui s'est passé cette année ne saurait se comparer à ce qui a eu lieu en 1980, lorsque nous avons perdu plusieurs mois à débattre de cette question.

(M. Garcia Robles, Mexique)

Néanmoins, nous voici au milieu du mois de mars, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'il a été possible de prendre une décision sur des demandes de participation qui datent de décembre ou de janvier dernier. Je crois donc qu'au premier moment opportun, on pourrait charger le groupe considéré comme le plus qualifié pour étudier les questions de procédure - groupe dit des "sages", ou tout autre - d'examiner cette proposition d'amendement. L'objet de celle-ci est très simple; il s'agit d'indiquer explicitement ce qui, à mon avis, est déjà prévu, soit expressément soit de façon très explicite, au paragraphe 120 du Document final. A savoir que le Comité, en donnant une réponse affirmative aux Etats qui demandent à participer à ses délibérations sur les questions qui les intéressent ne leur accorde aucune faveur. Il ne leur fait aucune faveur en répondant par l'affirmative à leurs demandes. Ces Etats ont le droit de participer. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet. Le projet d'amendement est très clair et comporte un commentaire explicatif final. Ma délégation se félicite que nous ayons pu prendre aujourd'hui une décision positive; et cela - je le souligne à nouveau - sans le retard que nous avons eu à subir en 1980, et grâce en grande partie à la maîtrise avec laquelle vous avez dirigé les consultations officielles, Monsieur le Président. Cependant, je le répète, il ne faudrait pas attendre que se présentent des difficultés au sujet d'une demande particulière, ce qui compliquerait tout, et ma délégation voudrait proposer qu'au moment opportun on étudie cette question d'un point de vue général et qu'on lui apporte une solution de caractère général et permanent.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je vous remercie, Camarade Président. La délégation soviétique attache une grande importance à la question de la large participation des gouvernements à l'examen des problèmes du désarmement. L'Union soviétique est l'Etat qui, sur le plan pratique, a posé devant la communauté internationale la question de la convocation d'un organe universel de négociation dans le domaine du désarmement : une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de tous les Etats sans exception. Dans une lettre du Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, A.D. Gromyko, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en date du 6 septembre 1971, il était indiqué : "le caractère véritablement universel d'une telle conférence est un gage important de son succès. Tous les pays doivent être représentés de plein droit à ce forum mondial sur le désarmement".

L'Union soviétique continue de s'en tenir à ce point de vue, et ce n'est pas notre faute s'il n'y a pas eu d'accord jusqu'à présent au sujet de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de tous les gouvernements sans exception. L'Union soviétique appuie naturellement aussi la disposition du document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, selon laquelle :

"Tous les Etats ont le droit de participer aux négociations sur le désarmement. Ils ont le droit de participer sur un pied d'égalité aux négociations multilatérales sur le désarmement qui ont une incidence directe sur leur sécurité nationale."

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Partant de cette position, qui est une position de principe, l'Union soviétique se félicite du désir d'Etats non membres de la Conférence du désarmement de participer activement à ses travaux, d'apporter leur contribution à la solution des problèmes actuels dont est saisie la Conférence. Nous considérons que, plus sera large le cercle d'Etats participant sérieusement et efficacement à nos négociations, plus les résultats de nos travaux seront solides et plus grand sera le soutien dont ils bénéficieront de la part de l'ensemble de la communauté internationale. A cet égard, la délégation soviétique a appuyé les demandes des gouvernements des pays suivants : Autriche, Bangladesh, Colombie, Danemark, Espagne, Finlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Sénégal, Suisse, Turquie et Viet Nam. Il va de soi que, lorsque les délégations du Cameroun, de l'Equateur, de la Grèce et de l'Irlande présenteront leurs lettres explicatives, nous serons prêts à appuyer leurs demandes également. En d'autres termes, nous sommes favorables à ce que tous les Etats qui en ont exprimé le souhait aient la possibilité de participer aux travaux de la Conférence et de ses organes subsidiaires sans aucune exception, sans aucune discrimination. La discrimination en cette matière est absolument inadmissible; elle est contraire aussi bien au règlement intérieur de la Conférence du désarmement et à l'Acte final de la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qu'aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il ne faut pas faire obstacle aux efforts des Etats qui aspirent à apporter leur contribution à la cause du désarmement, dans le sens général du renforcement de la paix et de la sécurité. Nous avons condamné et nous condammerons une telle discrimination. Qui plus est, l'Union soviétique ne tolérera pas de discrimination. Nous sommes en faveur de la solution des difficultés qui ont surgi dans le passé, et c'est pourquoi nous sommes prêts à examiner de façon positive la proposition du Mexique, qui a été faite en 1980 et à laquelle vient de se référer l'Ambassadeur Garcia Robles. Il va de soi que la participation à nos travaux d'Etats non membres de la Conférence doit se faire conformément au règlement intérieur. Le respect de ce règlement est le gage du succès de cette participation et répond aux intérêts des Etats non membres eux-mêmes. A cet égard, nous exprimons notre satisfaction de ce que les Etats non membres de la Conférence ont pris en considération les réflexions formulées dans le groupe des Etats socialistes, et nous leur souhaitons le succès dans leur participation aux travaux de la Conférence.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, la question de la participation d'Etats non membres aux travaux de la Conférence du désarmement a pu être réglée dans le passé grâce aux efforts de toutes les parties. Cela a certes pris un certain temps, mais heureusement, point trop longtemps.

La délégation chinoise se félicite du grand nombre de pays, qui expriment cette année un intérêt pour les travaux de la Conférence et souhaitent y participer en qualité d'Etats non membres. Cela démontre une fois de plus que le désarmement est véritablement aujourd'hui une question très importante pour les gouvernements et les peuples de tous les pays et une question qui les intéresse tout spécialement.

(M. Qian Jiadong, Chine)

La délégation chinoise accède pour sa part aux demandes de la Norvège, de la Finlande, du Danemark, de la Nouvelle-Zélande, de la Turquie, du Bangladesh, de l'Autriche, du Portugal, de l'Espagne, de la Colombie, du Sénégal et de la Suisse et elle leur souhaite la bienvenue. Nous sommes convaincus qu'en qualité d'Etat non membre, ils apporteront une contribution positive aux travaux de la Conférence. Nous acceptons également la demande du Viet Nam de faire le 27 mars une déclaration au titre du point 6 de l'ordre du jour, tout comme la Conférence, avant d'examiner la question de la participation d'Etats non membres, avait consenti que le Sous-Secrétaire d'Etat de la Finlande, le Secrétaire d'Etat de la Norvège et l'ambassadeur de Turquie prennent la parole.

Monsieur le Président, après l'amère expérience de l'année dernière, nous avons tous exprimé le souhait de ne pas passer trop de temps cette année sur les questions d'organisation. La délégation chinoise partage ce point de vue. Selon nous, il devrait être très facile de régler la question de la participation d'Etats non membres en se conformant simplement au règlement intérieur et aux procédures en vigueur depuis plusieurs années. Le règlement intérieur prévoit clairement que la demande d'un Etat non membre est d'abord examinée avant qu'une décision soit prise à son sujet. Je pense qu'en règle générale, ou dans la grande majorité des cas, la Conférence doit accéder sans difficulté à une telle demande, et de surcroît, l'accueillir avec satisfaction. Cette règle peut cependant souffrir des exceptions dans certains cas. Etant donné que la demande est soumise à un examen, celui-ci peut en principe déboucher sur des conclusions différentes.

Certaines délégations pensent que la Conférence du désarmement n'a pas la possibilité de rejeter la demande d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies qui souhaite participer à ses travaux. Comme je viens de le dire, ce point de vue est généralement fondé, quoique la Conférence ne soit pas un organe dépendant de l'Organisation. A ce sujet, je pense que lorsque nous invitons un Etat Membre de l'Organisation à participer aux travaux de la Conférence, non seulement nous lui témoignons notre estime, mais encore nous exprimons par là l'importance que nous attachons à l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne donc la grande majorité des Etats Membres de l'ONU, s'ils souhaitent participer aux travaux de la Conférence en qualité d'Etat non membre, il n'y a aucune raison de rejeter leur demande. En revanche, si nous acceptons la demande d'un Etat qui viole les buts et principes de la Charte des Nations Unies, qui refuse d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, en d'autres termes d'un Etat qui bafoue l'Organisation des Nations Unies, ne serait-ce pas de notre part un manque d'égards pour celle-ci ? Ce n'est sans doute qu'en rejetant la demande d'un tel pays que nous pouvons marquer notre attachement et notre soutien à l'ONU ainsi qu'à sa Charte et à ses résolutions. Dans le passé, la Conférence a rejeté la demande de plusieurs Etats Membres. Et tout le monde sait que certains Etats qui prônent une attitude non discriminatoire à l'égard de la demande de tout Etat non membre ont eux-mêmes eu une attitude discriminatoire à l'égard d'au moins un Etat Membre de l'ONU. On pourrait aussi se demander ce que nous ferions si, par hypothèse, le régime raciste de l'Afrique du Sud ou un Etat tel qu'Israël demandait à participer aux travaux de la Conférence. Quelle décision devrions-nous adopter dans un tel cas ?

(M. Qian Jiadong, Chine)

Monsieur le Président, nous nous félicitons que la question de la participation aux travaux de la Conférence d'Etats non membres ait déjà été réglée et nous pensons que toutes les parties intéressées en sont également satisfaites ou qu'elles devraient l'être. Dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de faire des déclarations. Comme toutefois les délégations d'un certain nombre de pays croient devoir prendre la parole, j'ai exposé brièvement notre point de vue afin de mieux faire comprendre la position de la délégation chinoise et de faciliter les futurs travaux de la Conférence.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine.

Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Il ne semble pas que ce soit le cas.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 15 mars, à 10 h 30.

La séance est levée à 16 h 45.